

**VERBATIM****CONFERENCE DE PRESSE****Mercredi 16 octobre 2024**

*Merci de noter qu'un problème technique ne nous permet pas de retranscrire l'intégralité de la conférence de presse de ce jour.*

**Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA**

Bonjour à tous, je suis Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA.

C'est avec un immense plaisir que je vous retrouve pour la conférence de presse hebdomadaire de la MINUSCA. Que vous soyez ici dans cette salle à Bangui ou à l'écoute de Radio Guira, soyez les bienvenus.

Pour commencer cette conférence de presse, je souhaiterais revenir sur la visite de haut niveau effectuée samedi dernier, le 12 octobre, à Bossangoa, dans la préfecture de l'Ouham, par le Président de la République centrafricaine, accompagné de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour la République centrafricaine et Cheffe de la MINUSCA, du Représentant résident du PNUD ainsi que de plusieurs bailleurs de fonds et partenaires stratégiques.

Cette visite a consacré le lancement des travaux de réhabilitation par la MINUSCA de l'axe Bossembélé-Bossangoa. Un projet qui avait vu le jour le 30 juin 2023 lors d'une visite conjointe précédente et au cours de laquelle les femmes avaient interpellé la Représentante spéciale du Secrétaire général et le Premier Ministre sur la nécessité de remettre cette route en état.

La MINUSCA a répondu à cette demande des communautés locales et, à ce jour, 40 des 148 km de la route ont été réhabilités par le génie péruvien de la Force de la Mission, à partir de Bossembélé, ce qui représente près d'un tiers du tronçon.

Les bénéfices de cette réhabilitation sont nombreux : la circulation des femmes et de la population en général sera facilitée, l'accès aux services de base sera amélioré, l'enclavement de certaines localités prendra fin, et la commercialisation des produits agricoles, y compris vers la capitale Bangui, se fera avec moins d'obstacles, contribuant ainsi à la sécurité alimentaire et au développement économique. De plus, la relance de l'industrie cotonnière sera favorisée.

L'amélioration de cet axe contribuera également à renforcer la protection des populations civiles et à prévenir les violences, en facilitant la mobilité des forces de la MINUSCA ainsi que des forces de défense et de sécurité centrafricaines dans leurs patrouilles et opérations.

Sécuriser le territoire, faciliter l'accès et la circulation des biens et des personnes, soutenir la mise en œuvre de l'accord de paix, l'APPR-RCA, permettre la relance des activités socio-économiques, promouvoir l'extension de l'autorité de l'Etat sur tout le territoire sont au cœur des préoccupations et des interventions de la MINUSCA et de ses partenaires en soutien aux autorités centrafricaines dans cette région gravement affectée par le conflit.

La promotion de la réconciliation, de la cohésion sociale et du vivre-ensemble est également un facteur clé pour la stabilisation de la préfecture.

A titre d'exemple, la délégation de haut-niveau a inauguré le marché Borro, récemment reconstruit grâce à un dialogue communautaire, facilité par la MINUSCA et reposant sur la confiance. L'objectif est de s'assurer que toutes les communautés de l'Ouham vivent ensemble dans la paix et la sécurité.

Dans le discours qu'elle a prononcé lors de cette visite de haut-niveau, la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies et Cheffe de la MINUSCA, Valentine Rugwabiza, a rappelé que tout programme de stabilisation repose sur un engagement à long terme pour la sécurité, la cohésion sociale et la réconciliation. En rendant hommage au leadership du Président, elle a indiqué que toutes les interventions de la MINUSCA et de l'équipe de pays des Nations Unies résultent d'une planification stratégique conjointe avec lui, tout en soulignant que l'engagement des bailleurs de fonds et des partenaires est un signe de la solidarité indéfectible de la communauté internationale pour contribuer à la paix, à la stabilité et au développement de la République centrafricaine.

Nous en avons parlé ici même à plusieurs reprises, la MINUSCA, dans le cadre de son mandat, et les Nations Unies en République centrafricaine se mobilisent en faveur d'un fichier électoral le plus inclusif possible. C'est ainsi que le projet d'*Appui à l'accroissement du taux d'inscription des femmes et des jeunes femmes sur la liste électorale en République Centrafricaine* a été officiellement lancé ce lundi.

L'objectif principal du projet, mis en œuvre par la MINUSCA et ONU-Femmes, est l'atteinte de la parité 50/50 entre les hommes et les femmes inscrits sur la liste électorale, à l'issue des opérations de révision du fichier électoral. Des activités seront organisées afin de répondre aux causes et facteurs limitant la participation des femmes en tant qu'électrices et candidates comme le manque d'information, l'absence de documents d'identité, la distance entre le lieu d'habitation et les centres d'enregistrements, ce qui nécessitera l'implication étroite des chefs de district et de village, ainsi que des notabilités locales.

L'inclusion de toutes les femmes dans le fichier électoral permettra de renforcer leur participation dans les organes de prise de décision aux niveaux local et national.

Ce projet s'inscrit pleinement dans le mandat de la MINUSCA pour « appuyer les autorités centrafricaines dans l'organisation des élections locales inclusives, libres, transparentes et crédibles avec la participation pleine, égale et véritable des femmes ». Il répond également à l'agenda « Femme, Paix, Sécurité » défini par la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies, un agenda soutenu par la MINUSCA et l'ensemble du système des Nations Unies, en appui aux efforts de la République centrafricaine.

Enfin, la MINUSCA soutient actuellement des opérations de désarmement et de démobilisation volontaire d'ex-combattants menées par les équipes mobiles de l'UEPNDDRR, l'Unité d'exécution du programme national de désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement.

A Yaloke, 71 ex-combattants, dont six femmes, ont été désarmés et démobilisés, et un total de 65 armes de qualité militaire et plus de 3 000 cartouches collectées. A Bouar, ce sont 23 ex-combattants qui ont été désarmés et démobilisés, et 23 armes de qualité militaire qui ont été collectées.

D'autres opérations, qui bénéficient toutes de l'appui technique, logistique et sécuritaire de la MINUSCA, sont en cours à Bria, Bangassou, Bambari et Kouango.

Il est 11h09 à Bangui et nous allons maintenant aborder la session des questions et réponses. Le porte-parole de la Force, le Lieutenant-Colonel Bertrand Dakissaga, et le Commissaire Serge Ntolo Minko de UNPOL sont à mes côtés pour répondre à vos questions.

On démarre tout de suite avec le monsieur qui est à ma gauche.

### **Question des journalistes**

Bonjour, je suis **Selda Junior-Boutet du journal Le Gardien Media**. Je voudrais revenir un peu sur la question des élections locales. Les autorités centrafricaines viennent une fois de plus d'annoncer le report des élections locales au mois de juillet prochain, alors que la MINUSCA, à travers plusieurs communiqués, plusieurs conférences de presse, a annoncé son soutien disponible pour l'atteinte effective des élections locales dans les délais prévus. Dites-nous, qu'est-ce qui est à l'origine de report de ces élections, la MINUSCA, en tant que partenaire ?

### **Réponse aux questions**

#### **Florence Marchal Porte-parole de la MINUSCA**

Je vais pouvoir vous répondre sur la partie MINUSCA. Nous, vous le savez, nous avons un mandat qui nous a été donné par le Conseil de sécurité et dans le cadre de ce mandat, il nous est demandé d'apporter un soutien au processus électoral, à l'ensemble du processus, c'est-à-dire les opérations de révisions du fichier électoral et ensuite l'organisation des élections, à la fois au niveau local et au niveau national. Ça, c'est le mandat qui nous est donné. Et évidemment, comme nous vous le répétons et comme je viens encore de vous l'annoncer, nous mettons en œuvre ce mandat et nous sommes maintenant pleinement engagés et mobilisés pour la prochaine étape qui est celle de l'enregistrement des personnes sur le fichier électoral, la révision du fichier électoral. Les questions du calendrier sont des questions qui relèvent des autorités nationales en charge de l'organisation des élections. C'est notamment l'autorité nationale des élections. Il s'agit de notre partenaire, mais qui est le gardien du calendrier. Nous, notre mandat ne change pas. Le mandat qui nous est donné par le Conseil de sécurité, nous poursuivons notre soutien et j'ai envie de dire que nous allons aussi tenter de faire de ce défi de report qui est annoncé des élections locales pour des raisons logistiques, profitons de ce défi pour en faire une opportunité et pour pouvoir, justement, d'abord, poser les bases d'un processus inclusif et crédible. Cela va nous donner le temps, dans les semaines et dans les mois qui viennent, pour travailler sur le projet dont je vous ai parlé, ce projet qui est de favoriser l'enregistrement de toutes les personnes en âge et en droit de voter en République centrafricaine, qu'il s'agisse des hommes, des femmes, des retournés, des déplacés, des personnes qui vivent dans des communautés isolées. Car vous le savez, la participation de tous aux prochaines élections, notamment aux prochaines élections locales, qui sont un dispositif clé de l'accord de paix, la participation de tous va poser les bases, va permettre vraiment de renforcer tous les fondements de stabilisation du paysage politique et sécuritaire de la République centrafricaine. Je prends une question sur ma droite. Merci.

### **Question des journalistes**

Bonjour à tous. Je suis **Bao Melchisedek du journal l'Agora**. Je pense que lors d'une récente interview accordée par le maire de la ville de Dembia à la radio Lengo Songo, je pense que le maire a évoqué la question de la passivité du contingent marocain vis-à-vis de la CPC. Ma question va spécifiquement à l'endroit du porte-parole de la Force. Qu'en est-il réellement de la situation dans cette localité ? Merci.

### **Réponse aux questions des journalistes**

#### **Lieutenant-Colonel Bertrand Dakissaga, Porte-parole de la Force de la MINUSCA**

Merci. Bonjour à tous. C'est vrai que la situation sécuritaire a connu des évolutions dans la zone de Rafai et Zemio, globalement dans le Mboumou et le Haut-Mboumou, et plus particulièrement dans la zone de Dembia, où est déployé le contingent marocain. Face à cette situation-là, ce que je peux vous fournir comme réponse, ce sont les efforts que nous faisons pour faire en sorte que la situation sécuritaire s'améliore. Et de ce point de vue-là, il y a

les patrouilles qui sont conduites par les contingents [qui] ont été accentuées. Ça, je peux vous le garantir. Et il s'agit non seulement de patrouilles de courte portée, mais également de patrouilles de longue portée. Donc, au moment où je vous parle, il y a une patrouille qui œuvre dans la zone, une patrouille de longue portée, conduite par le contingent marocain, pour essayer de prendre en compte les défis sécuritaires qui s'imposent. Évidemment, la saison pluvieuse qui bat son plein ne facilite pas forcément les choses à certains endroits, mais il n'est pas très juste de dire qu'il y a de la passivité. Non, les patrouilles se poursuivent, elles ont été intensifiées et nous allons poursuivre dans ce sens-là, au regard des informations que nous avons sur la situation sécuritaire. Et nous faisons de notre mieux pour faire en sorte de protéger les populations conformément à notre mandat.

**Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA**

Merci. Nous prenons une nouvelle question. Oui, Madame.

**Questions des journalistes**

Moi, je suis **Marie Pelage Karzago de la radio Guira FM**. J'ai deux petites questions. La première, c'est à l'endroit du porte-parole de la police. On constate ces derniers temps une montée en puissance, je peux le dire, de l'insécurité des bandits avec la recrudescence de braquages. Alors, que font l'UNPOL et les forces de sécurité intérieures pour réduire ce fléau ? La seconde question, c'est de savoir ce que fait la MINUSCA avec les différentes recommandations sur la transhumance pour qu'elle soit apaisée cette année. Merci.

**Réponses aux questions des journalistes**

**Commissaire Serge Ntolo Minko, Porte-parole de la composante police de la MINUSCA**

Merci pour la question. Bonjour aux auditeurs et auditrices de Guira FM. Bonjour à vous aussi sur le panel. En ce qui concerne l'insécurité, nous l'avons tous constaté, on a enregistré assez de cas d'insécurité dans la ville de Bangui, des agressions. Cela ne remet pas en cause le travail qui est fait entre UNPOL et les forces de sécurité intérieures. Je sais que vous allez faire allusion au niveau du quartier Pétevo, où des corps ont été retrouvés. Les enquêtes sont en cours pour déterminer exactement les causes de ces morts. Au niveau des patrouilles, les patrouilles continuent. Elles sont même d'ailleurs multipliées. Et entre autres, pour éradiquer cette insécurité, je voudrais également vous faire savoir que la ligne verte, qui avait connu un peu des petits soucis, a été réactivée. Elle est réactivée et dernièrement encore, on a ouvert une formation pour les forces de sécurité intérieures qui travaillent à la DGO, la Direction générale des opérations, avec laquelle nos équipes des unités de terrain sont en collaboration pour essayer de trouver des voies et des moyens pour que cesse cette insécurité. Et un petit rappel, la ligne 13-25 c'est une ligne verte qui permet, lorsque quelqu'un est en détresse, d'appeler sur cette ligne et directement, il y a une intervention qui survient pour sauver la personne. Donc, nous sommes partis pour une vulgarisation encore de cette ligne afin que des petits cas isolés soient peut-être répertoriés et qu'il y ait des points de réaction. Voilà en quelque sorte ce que je pouvais vous dire. Merci.

**Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA**

Merci. Je vais maintenant prendre la question : Que compte faire la MINUSCA pour une transhumance apaisée cette année ? Comme vous le savez, il s'est tenu à l'instigation du Chef de l'État au mois de mai, une conférence nationale de haut niveau sur la transhumance apaisée. Et depuis quelques jours, il se tient des conférences sur l'ensemble du territoire pour pouvoir revoir les recommandations du niveau national et pour pouvoir adapter, selon chaque situation, les recommandations qui ont été faites et pouvoir aussi, évidemment, générer de nouvelles recommandations. Donc, La MINUSCA soutient l'organisation de ces conférences qui sont des cadres de concertation, de dialogue entre toutes les parties prenantes pour effectivement faire en sorte que la transhumance soit la plus apaisée possible cette année, pour que les conflits entre les éleveurs et les agriculteurs puissent se résoudre de façon pacifique. Donc, la Mission apporte non seulement son soutien à l'organisation de ces conférences, dont nous vous ferons l'économie quand elles auront toutes été finalisées sur l'ensemble du territoire, mais aussi la Mission continue évidemment à soutenir les mécanismes qui existent au niveau local, pour pouvoir

résoudre les questions liées à la transhumance, qu'il s'agisse des comités de mise en œuvre préfectoraux, [ou] des comités liés à la transhumance.

Il existe déjà des mécanismes existants et la Mission, non seulement soutient ces mécanismes existants pour la résolution des conflits, mais encourage l'utilisation de ces mécanismes pour la résolution des conflits. Mais quand toutes les conférences auront été terminées sur l'ensemble du territoire, nous consacrerons une grande partie de cette conférence de presse pour pouvoir vous présenter les grandes recommandations et les grandes lignes directrices, en sachant que l'intérêt d'avoir ces conférences répliquées au niveau local était de pouvoir s'adapter aux particularités de chaque région.

### **Questions des journalistes**

#### **Jean Fernand, Koena Radio Ndeke Luka**

Il y a plusieurs comptes pro-russes qui relaient des informations comme quoi le nouveau mandat de la MINUSCA autoriserait la MINUSCA à entrer en conflit ou à ouvrir le feu sur les alliés, les paramilitaires russes qui sont ici dans le pays. Et devant l'amplitude et la viralité de ces informateurs, d'informations relayées sur les réseaux sociaux, l'opposition démocratique s'est interrogée et demande à la MINUSCA de clarifier son nouveau mandat. Alors, c'est l'occasion de vous poser la question. Que dit exactement le nouveau mandat de la MINUSCA en ce qui concerne sa coopération avec les forces en présence en République centrafricaine ? Et notre deuxième préoccupation, c'est l'article publié ce matin par « Le Monde » qui met en cause les soldats de la MINUSCA, notamment à Bria et à Bangui, qui auraient commis des viols sur des personnes. Alors, qu'est-ce que vous en savez ? Quelle est la réponse de la MINUSCA par rapport à cette situation ? Est-ce que vous êtes au courant de ces faits et quelles sont les mesures préventives ou encore des mesures de sanctions qui accompagnent cette situation ? Et troisième préoccupation, c'est notamment la situation en lien avec le report des élections locales. Alors, vous avez dit que c'est une très bonne chose. Or, selon les informations que nous avons, la MINUSCA et le PNUD ont [inaudible] la commande faite par l'ANE, des équipes au niveau de Douala, que vous n'avez pas trouvée conforme, et qui n'est pas aussi appropriée et que la MINUSCA et PNUD ont décidé de faire une nouvelle commande au niveau du Danemark. Est-ce que c'est le cas ? Merci

### **Réponses aux questions des journalistes**

#### **Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA**

Alors, on va commencer par le commencement. Je vais vous décevoir, mais nous n'avons pas de nouveau mandat. Donc, je vais décevoir toutes les personnes qui alimentent ces informations. On va revenir aux fondamentaux. Les missions de maintien de la paix reçoivent un mandat du Conseil de sécurité des Nations Unies. Nous avons un mandat qui est inscrit dans la résolution 2709 et ce mandat, il court jusqu'au 15 novembre et, à ma connaissance, à moins qu'il se passe quelque chose dans les trois secondes qui précèdent la réponse à cette question, il n'y a pas de nouveau mandat [inaudible]. Et vous le savez, nous avons une Mission avec des priorités et nous ne faisons que mettre en œuvre le mandat qui nous est donné. Et une fois encore, notre mandat, c'est la mise en œuvre de l'accord de paix et la protection des populations civiles. Donc, ça, c'est clarifié. Ensuite, vous faites allusion à un article dans lequel il est fait référence à des personnes qui sont victimes d'exploitation et d'atteinte sexuelles. C'est un problème que nous n'avons jamais caché. [Inaudible]. Comme vous le savez, il existe une politique de tolérance zéro au sein des Nations Unies. [Inaudible]. Sur le terrain, il faut savoir que nous avons dans 42 localités qui sont des localités à risque, que nous avons identifiées à risque parce que ce sont des localités qui sont isolées, nous avons plus de 1 200 personnes qui sont présentes dans ces 42 localités et qui font de la sensibilisation auprès des populations. Ce sont des comités locaux de prévention et de réponse qui regroupent des membres de la communauté, des chefs traditionnels, des femmes, des jeunes, des enseignants qui sont présents dans tous les lieux où la mission opère. Donc, ils font de la prévention en disant : Voilà ce qu'il est possible de faire, voilà ce qu'il n'est pas possible de faire. Et si un cas, et si quelque chose, malheureusement, se passe, vous devez signaler ce cas. Et on le voit, je vous l'ai dit, des cas sont signalés puisqu'entre juin et octobre [2024], 15 cas nous ont été signalés. Une fois que, malheureusement, lorsqu'il y a des allégations, les victimes se signalent, elles peuvent

également se signaler en appelant une ligne téléphonique gratuite, le numéro 40 44, qui est un numéro gratuit, qui a été mis en place par la mission en 2018, quand les victimes se signalent, elles sont immédiatement prises en charge. Il faut savoir que l'assistance aux victimes d'exploitation et d'atteinte sexuelles commises par les Casques bleus ou tous les fonctionnaires des Nations Unies est strictement encadrée et qu'il existe un protocole de l'ONU sur cette prise en charge des victimes d'exploitation et des atteintes sexuelles. Ces victimes sont prises en charge par des prestataires de services sur le terrain. C'est-à-dire que la victime se déclare et immédiatement, on la réfère à des spécialistes qui, ici, en République centrafricaine, sont identifiés par l'UNICEF et UNFPA. Ces services, donc nos partenaires, s'assurent que les victimes sont en sécurité. Elles leur fournissent ensuite des services dans le domaine médical, psychologique, juridique l'éducation ainsi qu'une aide matérielle de base. Voilà ce que je pouvais dire.

Je pourrais encore élaborer beaucoup plus, mais pour résumer, nous n'avons jamais caché qu'il y a des victimes d'exploitation et d'atteinte sexuelles. Nous avons une stratégie robuste au sein de cette Mission et dans l'ensemble des Nations Unies pour répondre à ces cas d'exploitation et d'atteinte sexuelles. Nous avons des activités de prévention. Nous avons des activités ensuite de soutien aux victimes, en sachant que les victimes sont au centre de nos préoccupations et que les victimes peuvent donc se signaler, soit à travers la ligne téléphonique que j'ai mentionnée, le 40-44, soit en rapprochant les comités locaux de prévention et de réponse ou d'autres partenaires sur le terrain. Voilà ce que je peux dire à ce stade. Si vous voulez avoir une information complémentaire, n'hésitez pas à me relancer à ce sujet.

Enfin, votre dernière question qui concerne les élections locales. Ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit. Je n'ai pas dit qu'il fallait saluer le report. J'ai dit qu'il fallait capitaliser sur ce report, profiter de ce report pour pouvoir justement mettre en œuvre ce projet d'inclusivité des femmes et de toutes les populations vulnérables, les gens qui vivent dans des communautés isolées, etc., faciliter l'enregistrement sur les listes électorales.

Vous le savez, cette liste électorale, ce fichier électoral, va servir pour toutes les prochaines élections. Donc, il est important d'utiliser ce temps. Vous faites allusion à des divergences de vue sur des équipements non conformes. Je vous avoue que cette information n'a pas été portée à ma connaissance. Comme vous le savez, c'est l'Autorité nationale des élections qui pilote le processus avec le soutien technique, logistique de la MINUSCA et d'autres partenaires des Nations Unies, dont le PNUD. Il est toutefois important de s'assurer que toutes les opérations vont pouvoir se dérouler dans les meilleures conditions possibles et afin, une fois encore, d'en garantir l'inclusivité et la transparence nécessaires. Voilà ce que je pouvais répondre à votre question.

Je vous remercie. Je revois une question sur ma gauche par le Gardien. [Problème technique, diffusion interrompue] Si je ne vois plus de questions... Oui, encore une ? Excusez-moi, il semblerait qu'il y ait un problème technique. Il faut qu'on arrête tout et on redémarre dans deux minutes.

Donc, retour à cette conférence de presse hebdomadaire de la MINUSCA avec une nouvelle question. Est-ce que vous pouvez vous représenter ? Merci.

### **Questions des journalistes**

**Jean Fernand Koena, Radio Ndeke Luka et correspondant de Deutsche Welle.** Nous assistons, ces derniers temps, avec un cas des aléas climatiques où il pleut abondamment et même les populations à Bangui, à l'intérieur du pays sont affectées par ces crues. Comment la MINUSCA appuie, par exemple, d'autres structures ou les organisations humanitaires à venir en aide à ces personnes qui sont dans la situation de détresse, notamment à l'intérieur du pays, par exemple ?

### **Réponses aux questions des journalistes**

**Florence Marchal, Porte-parole de la MINUSCA**

Je vous remercie pour votre question. Effectivement, nous avons vu qu'il y avait des crues et des situations de détresse. On est en train de sortir un petit peu de notre cœur de mandat. C'est une question qui concerne plutôt nos collègues de l'équipe de pays des Nations Unies. Je vous invite à vous rapprocher plutôt de nos collègues d'OCHA, qui eux centralisent toutes les informations en termes de soutien humanitaire.

Si je ne vois plus de questions, nous allons donc maintenant passer à la dernière partie de cette conférence de presse et je donne la parole à Emmanuel Takolo pour le résumé en sango.